



HAL
open science

La force du modèle dynastique au Pakistan : étude de trois partis politiques du Sindh

Julien Levesque

► **To cite this version:**

Julien Levesque. La force du modèle dynastique au Pakistan : étude de trois partis politiques du Sindh. Congrès de l'Association française de science politique, Jul 2013, Paris, France. hal-02530946

HAL Id: hal-02530946

<https://hal.science/hal-02530946>

Submitted on 3 Apr 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Congrès AFSP Paris 2013

ST25 : **Hérédité et compétition politique : le paradoxe de la transmission familiale du pouvoir politique dans les systèmes politiques concurrentiels**

LEVESQUE Julien

CEIAS-EHESS

julien.levesque@ehess.fr

La force du modèle dynastique au Pakistan : étude de trois partis politiques du Sindh

Le contexte politique d'Asie du Sud offre un grand nombre de lignées politiques dont certaines, dans presque tous les pays de la région, ont fait la Une internationale, en grande partie pour avoir conduit des femmes à la tête de l'Etat – Indira Gandhi en Inde, Benazir Bhutto au Pakistan, Sheikh Hasina et Khaleda Zia au Bangladesh et Chandrika Kumaratunga à Sri Lanka. Au niveau local, la transmission familiale des charges publiques et mandats électifs joue un rôle tout aussi important dans le partage du pouvoir. Christophe Jaffrelot souligne ainsi l'importance dans l'Inde nouvellement indépendante des « notables ruraux souvent héritiers des anciens relais locaux du pouvoir colonial ». Le patronage britannique apporté aux familles princières « explique[rait] la prégnance des logiques dynastiques au début de la démocratie indienne. »¹ Le Pakistan porte un héritage colonial similaire : les élites princières, mais aussi plus largement les propriétaires terriens et guides religieux, qui avaient été cooptés dans le système de gouvernement colonial, jouissent d'une place influente dans la politique du Pakistan indépendant. Le mensuel *Herald*, qui a récemment consacré un numéro spécial à la question des dynasties politiques, en a dénombré 597 sur la période de 1970 à nos jours, dont plus d'une centaine dans le Sindh.²

Le Pakistan est un système fédéral et parlementaire multipartite, marqué notamment par une interruption fréquente du jeu politique par l'armée (périodes dominées par Ayub Khan de 1958 à 1969, Zia ul-Haq de 1977 à 1988, et Pervez Musharraf de 1999 à 2007) et intrusion de celle-ci en période démocratique (1947-1958, 1970-1977, 1988-1999, 2008 à aujourd'hui). Le mode de scrutin, uninominal majoritaire à un tour, force les partis dominants à forger des alliances pour gouverner, que ce soit au niveau national ou provincial. Notons enfin que la politique au Pakistan est particulièrement empreinte de relations clientélistes et qu'un grand nombre de partis politiques jouent de fait un rôle qui s'apparente plus à celui de groupes de pression qu'à des organisations visant l'accès au pouvoir.

1 Christophe Jaffrelot, « L'Inde, démocratie dynastique ou démocratie lignagère ? », *Critique internationale*, 33 (4), 2006, p. 135.

2 La définition adoptée par le *Herald* est large, similaire à celle choisie par Bernard Ménager dans sa typologie des dynasties parlementaires : le mot dynastie « implique littéralement une succession de plusieurs mandats au sein d'une même famille. Lorsqu'ils se limitent à deux, nous ne nous trouvons pas en face d'une véritable dynastie ; nous avons cependant retenu ce cas afin d'éviter de nous limiter à des exemples trop restreints et de porté discutables. » Bernard Ménager, « Typologie de dynasties parlementaires », in Patriat-Parodi.

Congrès AFSP Paris 2013

Pour utiliser les termes de Maurice Duverger³ et de Jean Charlot,⁴ on peut qualifier l'essentiel des partis politiques du Pakistan de partis de notables, à l'adhésion restreinte et à l'organisation souple – et ce encore aujourd'hui. Font exception au lendemain de l'indépendance, le Parti communiste, qui compte peu de partisans et fait l'objet d'une forte répression, puis d'une interdiction totale, et un parti islamique conservateur, le Jamaat-e Islami, fondé en 1941 selon une structure très hiérarchisée. Dans ce contexte politique marqué le poids d'élites expertes dans l'art de la transmission de patrimoine – foncier, politique, charismatique – et malgré une difficile et saccadée naissance d'une arène politique démocratique après l'indépendance, de nouveaux partis apparaissent avec pour ambition d'être bien plus que des partis de notables, mais de représenter et de mobiliser les masses.

A la fin des années 1960, le Sindh connaît des manifestations importantes dans lesquelles s'affirment des étudiants et des intellectuels, qui expriment notamment des revendications identitaires fortes. L'année 1970 marque un tournant dans l'histoire politique du Pakistan, puisque c'est l'année où sont organisées les premières élections législatives du pays, qui est ensuite plongé dans une sanglante guerre civile dont il sort amputé de son aile orientale, devenu Bangladesh avec l'appui de l'Inde en 1971. C'est durant cette période mouvementée, et sur cette vague de mobilisations populaires, que sont fondés trois partis politiques sindhis dont les principes et objectifs politiques en font des partis de masses, organisés et avec une large base (espérée, du moins) de militants. En novembre 1967, Zulfiqar Ali Bhutto, qui avait l'année précédente démissionné de son poste de ministre des affaires étrangères, fonde avec un groupe d'hommes politiques et d'intellectuels de gauche le Pakistan People's Party. En mars 1970, Rasool Bux Palijo, un avocat qui avait notamment pris part aux manifestations de 1967, crée l'Awami Tehreek, mouvement se revendiquant d'obédience maoïste et mettant en avant une rhétorique identitaire forte. Enfin, en 1972, G. M. Sayed, important personnage politique du Sindh né en 1904, rassemble plusieurs groupes nationalistes pour former le Jiye Sindh Mahaz, parti défendant l'indépendance du Sindh.

Si Zulfiqar Ali Bhutto et, dans une moindre mesure, G. M. Sayed venaient de familles puissantes, rien d'autre, lors de la fondation de ces trois partis, ne les prédisposait à devenir dynastiques. Contrairement à certains partis qui apparaissent comme des enveloppes pour des figures charismatiques, ceux-ci ont été créés en vue de la défense et quête d'objectifs politiques, et leur fonctionnement devait assurer un fonctionnement pluraliste. Toutefois, le leadership de ces partis est, par des évolutions différentes, devenu un poste dynastique, que seul un membre de la famille du fondateur ou d'un précédent dirigeant semble désormais pouvoir occuper. Ceci témoigne de la force du modèle dynastique dans les partis politiques du Sindh, et du Pakistan de manière plus générale, qui semblent devoir adopter ce modèle pour se maintenir. Nous ne nous intéressons pas ici à la transmission des mandats électifs, mais principalement à la sociologie des partis politiques, et dans une moindre mesure, de l'électorat, pour examiner ce qui conduit les partis politiques à embrasser un modèle de fonctionnement dynastique à leur échelon le plus symbolique et le plus visible, celui de la direction.

Pour tenter de comprendre les causes de ce phénomène, nous retracerons pour les mettre en contraste les cas de transmission du leadership au sein des trois partis qui nous intéressent. Puis nous examinerons deux modèles d'analyses de ce phénomène de transmission : l'analogie entre le parti politique et une entreprise familiale, d'une part ; et le besoin en charisme, d'autre part, qui met l'accent sur les cadres du parti.

3 Maurice Duverger, *Les Partis politiques*, Armand Colin, 1951.

4 Jean Charlot, *Le Phénomène gaulliste*, Paris : Fayard, 1970.

Congrès AFSP Paris 2013

D'un poste compétitif à un poste dynastique : la présidence du PPP, de l'AT et du JSM

Pakistan People's Party : martyre et rupture

Le cas du PPP est sans doute le plus riche des trois, puisque la famille Bhutto en a conservé la direction sur trois générations, tandis que des conflits internes à la famille ont provoqué des scissions. Ce cas donne également différents exemples de « tournants dynastiques ». Créé en 1967, le PPP est la plate-forme grâce à laquelle Zulfikar Ali Bhutto a conquis le pouvoir en 1970. Le parti se donne dès le début une ambition nationale : il a été fondé à Lahore et la victoire électorale ne lui est possible qu'en s'appuyant sur une part importante des voix du Panjab, la province la plus peuplée du pays. Toutefois, le parti est fortement ancré dans la région de son leader, le Sindh, selon une polarisation fréquente dans la politique du Pakistan entre le Panjab d'un côté, possédant la majorité de la population et des industries, contrôlant largement l'armée et le pouvoir central, et, de l'autre, les autres provinces, minoritaires et sous-représentées.

Zulfikar Ali Bhutto est né dans une importante famille de propriétaires terriens de la région de Larkana, le nord-ouest du Sindh. Son père, Shahnawaz Bhutto, était un homme politique du début du 20^e siècle qui avait fait partie des quelques représentants du Sindh envoyé à Bombay alors que la région faisait encore partie de la présidence de Bombay et avait été Premier ministre de l'Etat princier de Junagadh, aujourd'hui en Inde (Gujarat). Enfant de l'aristocratie, Zulfikar Ali Bhutto fait des études l'université de Californie à Berkeley et à Oxford au Royaume-Uni. Bhutto démarre sa carrière comme haut fonctionnaire puis est associé à des cabinets ministériels du gouvernement d'Ayub Khan au début des années 1960. Il devient ministre des affaires étrangères en 1963, poste dont il démissionne en 1966. Lorsqu'il fonde le PPP en 1967 avec des hommes politiques et intellectuels de gauche, Bhutto est donc loin d'être un inconnu.

Zulfikar Ali Bhutto est président du Pakistan de 1971, premier ministre de 1973 à 1977, puis est renversé par le général Zia ul-Haq. En 1978, alors qu'il est en prison et attend son exécution, Bhutto écrit à sa fille Benazir à l'occasion de son 25^e anniversaire : « Quel cadeau puis-je t'offrir depuis cette cellule dont je ne peux même sortir la main ? Je te donne la main du peuple. Quelle célébration puis-je préparer pour toi ? Je te donne la célébration d'une mémoire célèbre et d'un nom célèbre. Tu es l'héritière d'une des plus anciennes civilisations. Dévoue-toi pour faire de cette ancienne civilisation la plus progressiste et la plus puissante. »⁵ Conscient que son rôle politique est terminé, Zulfikar Ali Bhutto choisit de transmettre son héritage politique à sa fille aînée, plutôt qu'à des cadres du parti. Entre de longues digressions sur la politique internationale et sa propre action politique, il donne ainsi des recommandations à Benazir : « Je pense encore avoir un rôle à jouer. Je pense que le peuple veut encore de moi sur cette scène [politique], mais si je dois tirer ma révérence, je te donne mes sentiments comme présent. Tu mèneras le combat mieux que moi. Tes discours seront plus éloquentes que mes discours. Ton engagement aussi complet. Il y aura plus de jeunesse et de vitalité dans ta lutte. Tes actes seront plus audacieux. Je te transmets la bénédiction (*blessing*) dans la plus sacrée (*blessed*) des missions. Voici le seul présent que je puisse t'offrir pour ton anniversaire. »⁶ A la fin de la lettre, Bhutto affirme que c'est Benazir, plus que ses frères et sœur,

5 « What gift can I give you from this cell out of which my hand cannot pass? I give you the hand of the people. What celebration can I hold for you? I give you the celebration of a celebrated memory and a celebrated name. You are the heir to and inheritor of the most ancient civilization. Please make your full contribution to making this ancient civilization the most progressive and the most powerful. » Zulfikar Ali Bhutto, *My Dearest Daughter : A Letter From the Death Cell*, 1978 (disponible en ligne : http://bhutto.org/Acrobat/Dearest_Daughter%5B1%5D.pdf), p. 15.

6 Zulfikar Ali Bhutto, *My Dearest Daughter*, op. cit., p. 79-80. « I believe I still have a role to play. I believe the people still want me on this stage, but if I have to bow out, I give you the gift of my feelings. You will fight the

Congrès AFSP Paris 2013

qu'il désigne pour reprendre le flambeau : « J'ai cinquante ans et tu as exactement la moitié de mon âge. Quand tu auras mon âge, tu dois accomplir le double de ce que j'ai réalisé pour le peuple. Mir Ghulam Murtaza, mon fils et héritier, n'est pas avec moi. Shahnawaz et Sanam ne le sont pas plus. Ce message doit leur être transmis comme une partie de mon héritage. »⁷

C'est durant l'emprisonnement du Zulfiqar Ali Bhutto que Benazir fait sa première expérience en politique, en tentant, tout en étant la plupart du temps assignée à résidence, de rassembler un soutien populaire pour contraindre Zia ul-Haq d'annuler la peine capitale à laquelle son père est condamné. Mais Zulfiqar Ali Bhutto est pendu le 4 avril 1979 et la famille Bhutto arrêtée et maintenue en résidence surveillée. Etant en résidence surveillée, en prison (en 1981), puis, à partir de 1984, en exil, ce n'est pas Benazir elle-même, mais sa mère Nusrat Bhutto, qui gère les affaires du PPP. Malgré tout, Benazir prend effectivement la tête du parti en 1982 et devient officiellement *chairperson* en 1984. Dès le milieu des années 1970, le PPP était parvenu à rassembler de nombreux grands propriétaires terriens du Sindh, comme les Makhdoods (guides spirituels sufis) de Hala – au prix d'une détérioration des relations entre Bhutto et celui qui assurait le lien avec les syndicats ouvriers, Meraj Muhammad Khan. Ce sont notamment ces grands propriétaires terriens qui assurent la marche concrète du parti durant l'emprisonnement et l'exil de Benazir Bhutto, période de mobilisation violente contre le régime de Zia ul-Haq. Mais l'image et le nom reviennent à Benazir Bhutto – malgré une contestation venant de son frère Murtaza quant à l'orientation du parti. C'est Benazir qui parvient à capitaliser le martyre de son père pour finalement être élue Premier ministre en 1988.

Le PPP possède un deuxième cas majeur de transmission du leadership du parti à un héritier : suite à l'assassinat de Benazir Bhutto le 27 décembre 2007, son fils Bilawal Bhutto-Zardari et son veuf Asif Ali Zardari se partagent la présidence du PPP. Bilawal n'est alors âgé que de 19 ans. Etudiant à Cambridge, il a passé l'essentiel de sa vie à l'étranger et son ourdou est marqué d'un fort accent anglais. Alors que des commentateurs fustigent son inexpérience, lui-même affirme vouloir terminer ses études avant d'entrer en politique. Il semble alors clair que son père et les cadres du parti ont éprouvé le besoin de placer à la tête du parti un héritier, comme symbole, continuateur, et porteur de la fibre familiale, malgré sa distance avec le Pakistan faisant difficilement de lui un « enfant du pays ». Asif Zardari, veuf de Benazir Bhutto, est quant à lui entaché d'une mauvaise réputation d'homme corrompu et est peu apprécié du reste de la famille Bhutto. Renforcé par le meurtre de Benazir Bhutto, le PPP remporte haut la main les élections de mars 2008, et Zardari est élu président.

Lors des élections de 2013, c'est enfin Bilawal lui-même qui mène la campagne électorale. Alors que son mauvais ourdou avait attiré les rires lors d'un précédent discours en 2010, il s'est montré plus confiant et convaincant à l'occasion du 5e anniversaire de la mort de sa mère, révélant la préparation à laquelle il s'est soumis en vue d'entrer en politique. Dans ses discours, Bilawal ne manque jamais de rappeler la lignée dont il provient et le martyre dont ont été victimes sa mère et son grand-père. Le 27 décembre 2012, il déclare ainsi, devant des milliers de partisans réunis à l'extérieur du mausolée familial, à Garhi Khuda Bux : « Nous sommes fous d'amour (diwane) du quaid-e awam (Z. A. Bhutto), nous sommes amoureux de Bhutto. Si vous tuez un Bhutto, de chaque maison un Bhutto sortira. Qu'une BB (Benazir Bhutto) soit faite martyre, alors chaque femme

fight better than me. Your speeches will be more eloquent than my speeches. Your commitment equally total. There will be more youth and vitality in your struggle. Your deeds will be more daring. I transmit to you the blessing to the most blessed mission. This is the only present I can give you on your birthdays. »

7 Zulfiqar Ali Bhutto, *My Dearest Daughter*, op. cit., p. 82. « I am fifty years old and you are exactly half my age. By the time you reach my age, you must accomplish twice as much as I have achieved for the people. Mir Ghulam Murtaza, my son and heir, is not with me. Nor are Shah Nawaz and Sanam-Seema. This message has to be shared with them as a part of my heritage. »

Congrès AFSP Paris 2013

deviendra Benazir Bhutto ! »⁸ Ces quelques phrases condensent de nombreuses références qui leur donnent leur force. Elles associent intimement le peuple à leur leader, *quaid-e awam*, surnom donné à Zulfikar Ali Bhutto, et à celle qui pris le relais, BB, Benazir Bhutto, bibi étant une appellation respectueuse pour les femmes plus âgées, grande sœur, belle-sœur, ou mère. Le martyre des Bhutto devient ainsi le martyre du peuple entier, puisque de chaque maison un Bhutto sortira, et chaque femme deviendra Benazir Bhutto.

Plus loin dans son discours, Bilawal Bhutto-Zardari revient sur le nom dont il a hérité : « Bhutto n'est pas un nom, c'est une folie, c'est un désir plein de rage, c'est une passion dévorante. Ce jeu est le jeu du sang. Ce jeu, c'est vous qui le remporterez. De chaque maison sortira un Bhutto quel que soit le nombre de Bhutto tués ! »⁹ Tandis qu'il noue toujours le martyre des Bhutto à la destinée du peuple, Bilawal rejette son statut d'héritier. Ce dont il a hérité, ce n'est pas un nom, mais de sentiments, de passion, de valeurs, d'un appel, d'une vocation. Celle d'être là, prêt à se sacrifier pour le peuple. L'idée que Bilawal cherche à contrer n'est pas celle de la filiation, mais celle que l'héritage serait contraire au mérite. Il n'hérite pas d'un contenant vide que serait le nom Bhutto, mais du contenu de la passion politique. Mais comment ignorer que la transmission du nom n'a rien eu d'usuel pour Bilawal : lui qui s'appelait Bilawal Zardari, il est devenu Bilawal Bhutto-Zardari suite à la mort de sa mère, maximisant ainsi son droit à son héritage charismatique,¹⁰ chose qu'Asif Ali Zardari est dans l'impossibilité de faire. Asif Ali Zardari semble exclu tout autant du nom de Bhutto que de l'aura du martyr. Ainsi, dans la bannière centrale qui orne le site internet officiel du Pakistan People's Party ne défilent que quatre personnes : Zulfikar Ali Bhutto, sa femme Nusrat, sa fille Benazir et son petit-fils Bilawal.

Awami Tehreek : la continuité de l'éducation politique

Tandis que le cas du PPP se distingue par la force que le martyre donne aux héritiers, l'Awami Tehreek présente au contraire une transmission de la direction du parti marquée non par la rupture de l'assassinat mais par la continuité de l'éducation politique. Bien que le fondateur du mouvement, Rasool Bux Palijo, ait longtemps répété que le plus méritant lui succéderait, c'est finalement son fils qui a pris la tête du parti. Ceci manque toutefois de clarté : ainsi, dans un document officiel du parti en retraçant son histoire,¹¹ il n'est indiqué nulle part qu'Ayaz Latif Palijo, fils de Rasool Bux Palijo, devient nouveau leader. Ce document, constitué de coupes d'articles de presse, mentionne presque toujours Rasool Bux Palijo comme « Awami Tehreek chief », le chef du parti, du début de la chronologie en 1967 jusqu'à sa fin en 2006. Rien ne semble indiquer qu'il ait cédé son poste. Son fils Ayaz Latif est mentionné (alors qu'il n'a que 11 ans) comme fondateur de la branche du parti pour enfants, le Sujaag Baar Tehreek, puis comme avocat et militant pour les droits de l'homme, et enfin, à partir de 2004, comme « Awami Tehreek Leader » ou « Awami Tehreek Central Leader ». C'est très clairement à partir de ces années qu'Ayaz Latif Palijo prend le devant de la scène : il préside les meetings, mène les manifestations, et prononce les communiqués de presse du parti. Toutefois, ici, aucun sacrement n'est venu marquer la transition. Si cette passation de pouvoir a entraîné quelques défections, notamment celle d'Abbrar Kazi qui a ensuite fondé l'Awami Jamhoori

8 « Ham quaid-e awam ke diwane hain, ham Bhutto ke parwane hain. Agar aap ek Bhutto maroge to har ghar se Bhutto niklega. Ek BB shaheed hogi, to har aurat Benazir Bhutto banegi. » Discours de Bilawal Bhutto-Zardari, Garhi Khuda Bux, Sindh, Pakistan, 27 décembre 2012 (visible sur internet : <https://www.youtube.com/watch?v=rbUNYhyFaC0>).

9 « Bhutto ek naam nahin, ek junoon hai, ek jazba hai, ek ishq hai. Yeh bazi khun ki bazi hai. Yeh bazi tum hi haroge. Har ghar se Bhutto niklega tum kitne Bhutto maroge. » Discours de Bilawal Bhutto-Zardari, ibid.

10 Declan Walsh, « My mother said democracy is best revenge - Bhutto son », *The Guardian*, 31 décembre 2007.

11 *Brief History of Awami Tehreek*, publié par l'Awami Tehreek, date inconnue. Disponible sur internet : <http://www.geocities.ws/sindhawami/HistoryofAwamiTahreek.pdf>.

Congrès AFSP Paris 2013

Party, elle a dans l'ensemble été facilement acceptée par les partisans.

Tandis que Benazir Bhutto et Bilawal Bhutto-Zardari ont été propulsés sous les projecteurs, Ayaz Latif Palijo a fait une lente ascension portée par une socialisation dans le milieu du parti politique de son père, dont il a également adopté la profession, celle d'avocat. L'apprentissage politique est aussi celui de la lutte dans la rue : contrairement à Benazir Bhutto et son fils Bilawal, qui ont été tenu loin des événements du pays et fait leurs études à l'étranger, l'Awami Tehreek met au contraire en avant un engagement précoce et persistant d'Ayaz Latif Palijo. Ceci est d'une part plus en phase avec la ligne politique du parti, maoïste, mais correspond d'autre part à la construction d'un autre type de figure charismatique : chez les Bhutto, famille notable établie, le leader doit être à la fois du pays mais bien au-dessus du peuple ; chez les Palijo, c'est au contraire la proximité et la mobilisation qui permettent d'asseoir leur image de personnalités politiques.

Jiye Sindh Mahaz et la famille de G. M. Sayed : divergences des héritages

Le parti Jiye Sindh Mahaz (« mouvement vive le Sindh ») est créé en 1972 par G. M. Sayed, l'un des hommes politiques les plus importants du Sindh. Né en 1904, G. M. Sayed s'engage tôt en politique et est l'un des principaux architectes de la popularité de la Ligue Musulmane dans le Sindh, à la fin des années 1930. Bien qu'il présente en 1943 devant l'Assemblée du Sindh une résolution en faveur du futur Pakistan, il s'éloigne dès 1946 de Muhammad Ali Jinnah, le fondateur du pays, puis son engagement politique prend une teinte de plus en plus nationaliste. Souvent placé en résidence surveillée, il évolue dès lors en marge de la politique électorale mais exerce une influence considérable chez certains intellectuels et étudiants du Sindh. Ceux-ci s'estiment floués dans le Pakistan indépendant, craignent pour leur langue et leur culture et dénoncent l'afflux massif de réfugiés venus d'Inde. G. M. Sayed est considéré par les militants nationalistes comme le « rahbar », le guide, sur la voie de l'indépendance.

Les deux fils de G. M. Sayed ainsi que deux de ses petit-fils participent à la politique du Sindh : son fils aîné Imdad Muhammad Shah est élu à l'assemblée provinciale en 1985 et en 1988, le fils cadet Ameer Haider Shah en 1990. Le plus engagé de ses petit-fils, Jalal Mehmood Shah, se lance en politique dans les années 1990 et devient vice-président de l'assemblée du Sindh en 1997. C'est à ce titre que le magazine *Herald* considère la famille de G. M. Sayed comme une dynastie politique.¹² Toutefois, on observe ici une dissociation de la lignée familiale d'avec la destinée du parti Jiye Sindh Mahaz. Bien qu'ils aient indéniablement bénéficié du contexte dans lequel ils sont nés et de l'aura de leur père, aucun des deux fils de G. M. Sayed, Ameer Haider Shah et Imdad Muhammad Shah, ni sa fille Durr-e Shahwar Sayed (qui a préféré une carrière universitaire), n'a été présenté comme le futur dirigeant du Jiye Sindh Mahaz. Ceux-ci ont préféré une approche moins radicale de la politique identitaire, et ont établi des organisations, telles que Pakistan Oppressed Nations Movement (PONM) et le Sindh United Party (fondé en 2006 par Jalal Mehmood Shah) qui acceptent le jeu parlementaire, contrairement au Jiye Sindh Mahaz qui boycotte jusqu'à ce jour les élections. Les descendants de G. M. Sayed militent donc pour une plus grande autonomie du Sindh et une meilleure répartition des ressources et du pouvoir entre les différentes provinces du Pakistan, non en faveur de l'indépendance.

Le Jiye Sindh Mahaz, qui est en réalité aujourd'hui une nébuleuse de partis comptant plus d'une dizaine de groupes, s'est maintenu comme l'instance héritière de l'idéologie de G. M. Sayed. La base du parti de G. M. Sayed était constituée avant tout d'étudiants des universités de l'intérieur du Sindh, et notamment de l'Université du Sindh à Jamshoro. La fondation de la branche étudiante en

12 *Herald*, op. cit.

Congrès AFSP Paris 2013

1972 correspond en effet à la fusion de syndicats étudiants nationalistes, dont les militants s'étaient largement mobilisés dans les années 1960 contre le One Unit, arrangement fédéral qui fondait les provinces du Pakistan occidental (correspondant au Pakistan actuel) en une. S'appuyer sur les étudiants correspond aussi au plan d'action de G. M. Sayed, qui entend, s'inspirant du modèle communiste, construire une avant-garde militante pour l'obtention de l'indépendance du Sindh. Mais durant les années 1980, G. M. Sayed opère un choix que nombreux jugent rétrospectivement peu stratégique : il refuse de participer au Mouvement pour la restauration de la démocratie, mené par le PPP, arguant du fait que ce mouvement ne remet pas en cause la structure du Pakistan. Il accepte de se montrer aux côtés du dictateur Zia ul-Haq, alors que l'armée bombarde des villages sindhis pour réprimer l'insurrection. G. M. Sayed est alors âgé et ne contrôle pas le quotidien du parti. De nombreux activistes nationalistes rejoignent les rangs des militants du MRD. Différents leaders émergent, chacun avec sa faction, entraînant un fractionnement du parti qui s'approfondit après la mort de G. M. Sayed en 1995. Ainsi, alors que la famille de G. M. Sayed se contente de politique parlementaire et abandonne en grande partie sa rhétorique subversive, ce sont les anciens militants étudiants des années 1970-1980 qui reprennent le flambeau nationaliste, eux qui ont construit leur engagement politique durant une période de forte polarisation ethnique et de mobilisation violente.

Ces factions sont largement centrées autour de la personnalité d'un leader, et se sont parfois vidées de contenu idéologique au-delà d'une simple opposition à l'Etat du Pakistan. La question de la transmission de la direction du parti s'est posée en 2012 pour la faction principale, appelée Jiye Sindh Qaumi Mahaz. Un des leaders étudiants qui s'affirme dans les années 1980 est Bashir Khan Qureshi (1959-2012), qui prend la tête de la branche étudiant du Jiye Sindh Mahaz en 1986. Après la mort de G. M. Sayed en 1995, il devient secrétaire général puis président du Jiye Sindh Qaumi Mahaz, le principal, par sa popularité et son activisme, des nombreux groupes nationalistes sindhis. Il s'affirme durant les années qui suivent comme l'une des voix les plus fortes de la rhétorique nationaliste du Sindh. Le 7 avril 2012, Bashir Khan Qureshi meurt brusquement suite à des douleurs dans la poitrine lors d'un déplacement en voiture. Immédiatement, ses partisans crient au meurtre par empoisonnement – ils refusent d'ailleurs les résultats de l'autopsie et réclament jusqu'à ce jour une véritable enquête. Un des cadres de JSQM déclare ainsi que Bashir Qureshi a été éliminé « scientifiquement, par ceux que ne pouvaient digérer la popularité du leader nationaliste, démontrée le 23 mars lors d'une manifestation à Karachi. »¹³ Questionné sur la succession à la tête du parti, il indique que le président est élu pour un mandat de deux ans et qu'un nouveau leader sera bientôt choisi. Après une période de présidence par intérim, les membres désignent le fils aîné de Bashir Khan Qureshi, Sunan Qureshi, le 9 septembre 2012, tandis que Niaz Kalani, qui assure la présidence depuis six mois, choisit de retirer sa candidature à la dernière minute, laissant Sunan Qureshi seul en lice.

Alors que le parti doit pour la première fois expliciter aux journalistes son processus de désignation interne et sa structure hiérarchique, cette transmission du pouvoir à un héritier inexpérimenté et sans grande ambition politique marque la fin du caractère compétitif et pluraliste de l'accès au leadership du parti qui perdurait depuis l'époque de G. M. Sayed. Cet événement témoigne également de l'emprise de la famille du leader décédé sur le parti : celle-ci est parvenue à imposer son héritier comme candidat unique et donc dirigeant incontesté, face auquel des activistes expérimentés tels que Niaz Kalani ou Asif Baladi ont du se retirer. Un article de journal explique en effet que si Niaz Kalani n'a pas expliqué son retrait, ses proches ont affirmé que c'était pour ne pas se montrer en

13 M.B. Kalhoro, « Thousands attend funeral: Basheer Qureshi buried », *Dawn*, 8 avril 2012, <http://dawn.com/2012/04/08/thousands-attend-funeral-basheer-ureshi-buried/>.

Congrès AFSP Paris 2013

opposition avec la famille Qureshi.¹⁴ Dans le même temps, certains affirment que les cadres du parti ont accepté de placer le jeune fils de Bashir Qureshi à la présidence pour pouvoir contrôler le parti à travers sa figure publique.

Ainsi, la principale faction du mouvement nationaliste sindhi, le parti Jiye Sindh Qaumi Mahaz, censée incarner le plus fidèlement l'héritage politique de G. M. Sayed, semble avoir cédé à la force du modèle dynastique. La mort de Bashir Qureshi a indéniablement créé un vide charismatique, dont le comblement fait ressortir deux aspects cruciaux de la transmission du pouvoir au sein des partis au Pakistan : d'une part, l'appropriation du parti par la famille du leader, qui le gère comme on lègue un patrimoine, et, d'autre part, le besoin en charisme qui pousse les cadres d'un parti à rechercher de la légitimité à travers la figure d'un héritier.

Entreprise familiale et quête de charisme : deux modèles d'analyses de la transmission politique

Le parti comme entreprise familiale

L'analogie du parti politique comme entreprise familiale permet de mieux comprendre le contexte dans lequel la transmission héréditaire du leadership des partis s'effectue. Cet héritage n'apparaît en effet que comme un maillon de l'implication, voire de la main-mise, d'une famille sur un parti, dans une société où les familles sont élargies et où les hommes sont principalement responsables du revenu du foyer. Par exemple, dans le cas de l'Awami Tehreek, la femme du fondateur Rasool Bux Palijo, Zarina Baloch, est impliquée dans le parti, ses mobilisations, puis, à partir de 1982, dans la branche pour femmes du parti. Zarina Baloch est également une grande chanteuse populaire du Sindh et l'anniversaire de sa mort est célébré par le parti chaque année. L'exemple de la présence des femmes de la famille au plus hauts postes du parti, ou célébrées comme icônes, se retrouve aussi chez les Bhutto. Les femmes des leaders nationalistes de Jiye Sindh ne sont en revanche pas mise en avant. Elles semblent occuper une place plus « traditionnelle » de soutien à la cause. Mais cela n'empêche pas à la famille proche du leader, y compris les femmes de son entourage, d'exercer un pouvoir important dans les cercles décisionnels du parti, comme cela peut être révélé lors des phases critiques de transmission de la présidence. Des études plus approfondies permettraient de documenter plus précisément, et surtout de comprendre là où la famille est présente en-dehors des postes à visibilité publique. L'étendue de la famille du leader dans l'organisation partisane permet de parler d'un travail collectif, dont l'objet est le maintien et l'avancement du statut et des revenus du groupe.

L'investissement collectif dans l'entreprise partisane poursuit l'engagement individuel du leader. Le cas le plus frappant est celui de Bashir Khan Qureshi, car celui-ci n'a jamais véritablement eu de source de revenus autre que la politique. Tandis que Bhutto et G. M. Sayed possèdent suffisamment de terres pour s'assurer une rente confortable et que Rasool Bux Palijo est avocat de profession, Bashir Qureshi fait partie d'une génération d'étudiants sindhis pour qui l'engagement politique a constitué leur principale occupation. Des études qui s'étendent sur de nombreuses années, souvent interrompues en raison des troubles politiques, permettent une longue socialisation politique et permettent d'éviter l'entrée risquée sur le marché du travail. Ce n'est pas un hasard si de nombreux étudiants sindhis, anxieux quant à leur futur professionnel, rejoignent les rangs nationalistes et

14 Z. Ali, « JSQM votes in Bashir Qureshi's teen son as new party chief », *The Express Tribune*, 11 septembre 2012, <http://tribune.com.pk/story/434570/jsqm-votes-in-bashir-qureshis-teen-son-as-new-party-chief/>.

Congrès AFSP Paris 2013

défendent becs et ongles les quotas dans l'administration. Entré à l'université en 1976, Bashir Qureshi devient dix ans plus tard président du Jiye Sindh Students' Federation. Lors de notre enquête de terrain, certaines personnes interviewées dénonçaient l'enrichissement de Bashir Qureshi : originaire d'un village du nord du Sindh, près de Ratodero, le leader nationaliste n'avait à l'origine aucune fortune personnelle. Mais au moment de sa mort, il vivait confortablement dans un quartier résidentiel de Karachi.

Ainsi, si Bashir Qureshi a fait une carrière politique grâce à laquelle il a nourri une famille, c'est parce qu'il a investi considérablement en temps et énergie durant de nombreuses années pour son organisation, et que cet investissement l'a rétribué amplement. L'investissement de sa personne dans une organisation permet au leader politique de gagner un statut social : il devient une figure publique, qui par le pouvoir qu'il exerce sur un réseau de militants, se place comme centre ou patron d'un réseau de clientèle. Il peut offrir protection, venir en aide, accepter d'intégrer des jeunes qui cherchent un emploi dans le giron du parti, ou mettre en relation avec des personnes plus haut placées. Etre à la tête d'un parti politique est donc bien plus qu'une simple responsabilité organisationnelle et politique : c'est diriger une structure qui confère une occupation, un revenu, et un statut social.

Fonder un parti s'apparente ainsi à la fondation d'une entreprise dans le sens où le projet se doit d'être rentable, une rentabilité qui ne se mesure pas en termes électoraux, dans le contexte politique du Sindh où de nombreux partis politiques agissent plus comme groupes de pression que comme parti d'électeurs. Si Bhutto et G. M. Sayed étaient déjà des notables impliqués en politique avant qu'ils n'établissent leurs propres partis, ce n'est pas le cas de Rasool Bux Palijo ou de Bashir Khan Qureshi. Dans la mesure où la situation sociale d'une famille devient liée à la conservation du contrôle du leadership d'un parti, la mort du leader, surtout lorsqu'elle est inattendue, met en péril l'avenir de cette famille. Ceci explique donc la volonté de ses membres de maintenir leur assise en plaçant un héritier sur le trône. Mais cette transmission ne peut s'effectuer sans l'appui de dizaines de cadres du parti, souvent fidèles collaborateurs du défunt leader.

Le parti en quête de charisme

La crise de la transmission met donc en opposition potentielle la famille du leader avec les cadres du parti. Pour les premiers est en jeu la perte de pouvoir, d'un statut social et de revenus. Les seconds devraient légitimement voir leur loyauté rétribuée, ainsi que leur connaissance du parti et de sa ligne idéologique valorisée. Les héritiers filiaux s'opposent ainsi aux héritiers politiques. Dans le cas des partis étudiés, le conflit se résout généralement en faveur des premiers. Il faut donc s'interroger sur ce qui conduit les seconds à accepter ce compromis.

Le départ soudain du leader crée un vide de charisme que les membres haut placés du parti ont collectivement intérêt à combler. Eux-mêmes ne sont généralement pas d'importantes figures publiques. Le nouveau leader aurait donc à construire une assise populaire à l'échelle de la province, ce qui prendrait du temps et exigerait des efforts redoublés. Placer un héritier sur le siège de son père permet donc de combler le vide charismatique en minimisant la perte de l'aura du leader. Si ce n'était pas le cas, l'organisation pourrait perdre de la vitesse et les cadres, qui ont souvent eux-mêmes pu construire une carrière grâce au parti, en souffriraient. Cette transmission n'est réalisable que dans la mesure où les partisans et électeurs accordent une importance plus grande au charisme transmis de façon héréditaire qu'à l'expérience politique des autres prétendants. Elle ne se passe pas sans scepticisme ni moqueries, comme à l'égard du mauvais ourdou de Bilawal Bhutto-Zardari, mais on accorde au jeune héritier plus de clémence qu'à un ancien membre lorsqu'il fait ses preuves.

Congrès AFSP Paris 2013

L'intérêt collectif que les cadres du parti ont à accepter l'héritier se double d'un intérêt individuel. On peut supposer qu'ils parviendraient à s'opposer à la famille s'ils étaient unifiés. Mais puisqu'il existe le risque qu'un des différents prétendants trahisse une telle entente pour rejoindre la famille et soutenir la nomination de l'héritier, et qu'en ce cas les autres se verraient écartés, chacun a intérêt à garantir sa propre position dans le parti sans prendre de risque vis-à-vis de la famille du leader. C'est pourquoi ce sont très souvent les cadres du parti qui viennent chercher l'héritier, comme ce fut le cas pour Indira Gandhi.

Conclusion

Les cas des trois partis étudiés illustrent donc différentes situations de transmission du leadership dans un contexte de multipartisme compétitif de la région du Sindh au Pakistan. Le Pakistan People's Party, l'Awami Tehreek et le mouvement Jiye Sindh Mahaz ont eu à choisir au moins une fois un nouveau dirigeant. Pour le PPP, la transmission est marquée par le martyre de ses deux plus importants leaders, le fondateur Zulfikar Ali Bhutto et sa fille Benazir. Au sein de l'Awami Tehreek, le fondateur Rasool Bux Palijo a préparé son fils par une socialisation et un apprentissage politiques de long terme, alors qu'il dénonçait publiquement les dynasties politiques. Dans le cas du Jiye Sindh Mahaz, on observe une dissociation de la filiation politique et de la lignée familiale : les héritiers du fondateur G. M. Sayed ont préféré accepter la politique institutionnelle électorale, tandis que le flambeau idéologique subversif est porté par une génération de militants formés à la lutte sur les campus universitaires. Parmi ces derniers se sont toutefois distingués des figures telles que Bashir Khan Qureshi, qui après sa mort a été remplacé par son fils de 19 ans.

Bien que ces trois partis aient été fondés pour la défense et la poursuite d'idéaux politiques, et que leur fonctionnement se voulait à l'origine pluraliste, le poste de leader est devenu un siège qu'un héritier seul semble aujourd'hui pouvoir occuper. Le choix de l'héritier comme successeur provient de la coïncidence des intérêts de la famille du leader défunt, qui a tiré ses revenus et son statut social du parti, avec ceux des cadres ayant intimement travaillé avec le leader, qui comprennent le manque de charisme créé par le départ du dirigeant et craignent pour leur propre position. Les récentes élections ont toutefois vu s'affirmer, à l'échelle nationale, un nouveau parti, le Pakistan Tehreek-e Insaaf mené par l'ancien joueur de cricket Imran Khan, qui a parmi l'arrivée de nombreux nouveaux entrants dans l'arène politique. Mais rien ne dit que ce parti ne sera pas, à moyen terme, contraint d'adopter les pratiques de autres partis qu'il dénonce pourtant.